



Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16 /3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53637

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



CYRIL BUFFET

1948: BERLIN – MUNICH – BONN

Le triangle brisé

Quelques jours après la construction du Mur de Berlin, le général de Gaulle confie à l'un de ses proches collaborateurs: »Adenauer ne tient pas à la réunification allemande, au retour de la Prusse au sein de l'Allemagne (...), il se moque de Berlin«¹. Il est difficile de savoir si en 1961 le chancelier allemand n'éprouve réellement aucun sentiment pour l'ancienne capitale du Reich. Par contre, l'opinion du président français semble parfaitement s'appliquer à la première crise de Berlin, en 1948. En tant que président du Conseil parlementaire de Bonn, Konrad Adenauer s'ingénie alors à construire une Allemagne dégagée de l'influence berlinoise qu'il juge pernicieuse. Adenauer se pose clairement en Rhénan hostile à la Prusse. Celle-ci ne subit pas d'ailleurs les seules foudres du *Vieux*. Les Bavarois s'emploient eux aussi à préserver le futur Etat ouest-allemand de toute emprise berlinoise.

Le blocus de Berlin, qui dure de juin 1948 à mai 1949, joue un rôle décisif dans le processus de division de l'Allemagne. Pour les Soviétiques, il représente vraisemblablement l'ultime tentative pour obtenir un droit de regard sur l'ensemble du territoire allemand. Pour l'Ouest, il facilite l'intégration de la République fédérale dans l'Europe du plan Marshall. Du reste, Adenauer tire argument du blocus pour accentuer la *Westorientierung* de la future R.F.A.

Le blocus de Berlin permet donc en contrepoint de s'interroger sur la manière dont est conçue la République fédérale. Quelles places doivent y occuper la Rhénanie, la Bavière et la Prusse? A quelle influence doit-elle être soumise: le nord ou le sud, l'est ou l'ouest? Le blocus de Berlin oblige en définitive les Allemands à s'interroger, plus ou moins consciemment, sur l'unité de leur pays et la forme de leur Etat.

*

En 1945, les habitants des trois zones d'occupation occidentales d'Allemagne se trouvent *grosso modo* dans les mêmes dispositions d'esprit que les Berlinoises. Au fil des années, la situation des uns et des autres se différencie peu à peu. En juin 1948, les Allemands de l'Ouest et les Berlinoises n'ont plus exactement les mêmes centres d'intérêt. Les premiers se préoccupent avant tout de la réforme monétaire et de ses conséquences, alors que les seconds s'inquiètent surtout du blocus et de ses effets. La relance économique accapare les uns; la menace soviétique mobilise les autres. Dans la mesure où elle ne s'estime pas franchement exposée ou impliquée, la population des zones occidentales ne se sent pas directement concernée par la crise berlinoise.

1 Hervé ALPHAND, *L'Étonnement d'être*, Paris 1977, p. 363.

Elle considère que la reconstruction économique passe avant la lutte politique. Les Allemands se désolent certes de l'encerclement de Berlin et de la partition de leur pays, mais ils s'en accommodent, préférant une moitié d'Allemagne prospère et libérale à un Etat unitaire sous contrôle soviéto-communiste. De plus, ils se disent qu'ils n'ont pas le choix et que ce sont soit les occupants soit les circonstances qui décident à leur place. Le fatalisme engendré par la guerre et la défaite les prédispose à adopter une telle attitude, plus ou moins réfléchie.

Toutes ces raisons expliquent que »l'Allemand moyen paraît se soucier fort peu de la politique en général et du sort de Berlin en particulier«². A Hambourg, à Stuttgart ou à Munich, la défense de Berlin ne suscite pas l'enthousiasme. Il faut une forte pression américaine pour que la mairie de Stuttgart organise en juillet une manifestation sur le thème de »Stuttgart aide Berlin«, et celle-ci ne rassemble même pas 800 personnes³, auxquelles Reuter déclare qu'»aider Berlin, c'est aider l'Allemagne, c'est aider le monde«⁴. Pendant toute la durée du blocus, aucune manifestation d'une grande ampleur n'a vraiment lieu en Allemagne de l'Ouest pour soutenir la résistance berlinoise. Une des plus importantes se tient le 8 août à Munich. Si elle parvient à réunir 10000 personnes, c'est parce qu'elle se déroule un dimanche et que tous les partis mobilisent leurs troupes. La foule applaudit les discours de Reuter (SPD), Kaiser (CDU) et Schwennicke (LDP) affirmant que »Berlin ne sera pas un second Prague« ni »une ville de garnison russe«⁵. Cette assistance, relativement fournie, est d'autant plus surprenante que la Bavière manifeste traditionnellement les plus fortes réticences à l'égard de la capitale prussienne jugée envahissante et dominatrice⁶.

La presse bavaroise, comme »Süddeutsche Zeitung« ou »Münchener Merkur«, loue certes le courage des Berlinoïses mais relègue en général ce sujet au second plan, loin derrière les débats relatifs au statut de l'Allemagne occidentale⁷. Des voix discordantes se font même entendre. Ainsi, la célèbre revue culturelle de Bavière, »Der Ruf«, adopte une position beaucoup plus extrême. Cette revue est fondée en 1946 à Munich par A. Andersch et H. W. Richter. A l'automne 1947, elle est à l'origine du mouvement littéraire *Gruppe 47*, comprenant une soixantaine d'écrivains, qui insuffle un air nouveau dans la littérature allemande après la guerre et qui vise à constituer une élite intellectuelle démocratique. Cette importante revue, dont le tirage autorisé atteint 100000 exemplaires⁸, a pour directeur en 1948 l'écrivain Walter von Cube. Ce dernier minimise fortement la crise berlinoise. Selon lui, la coupure de l'Allemagne, de l'Europe et du monde en deux blocs antagonistes est un fait acquis et les frictions entre l'Est et l'Ouest constituent seulement des opérations de délimitation des deux camps. Il estime que la lutte des Berlinoïses est vaine, car la

2 Ministère des Affaires Etrangères (MAE) Paris, Série Y Internationale, Volume 322, Note d'André Paillard, consul général de France à Hambourg, 1/3/49 – N° 174.

3 MAE, Série Y 55, Volume 174-1b, Note de Pierre d'Huart, consul de France à Tübingen et Stuttgart, 28/7/48 – N° 282.

4 ERNST REUTER, Artikel, Briefe, Reden 1946–1949, Berlin 1974, p. 438–439.

5 Telegraf, 9/8/48, journal berlinois de tendance sociale-démocrate.

6 Rudolf von THADDEN, La Prusse en question – Histoire d'un Etat perdu, Arles 1985, p. 41.

7 MAE, Série Z, Volume 16, Notes de Louis Keller, consul général de France à Munich, 21/7/48 – N° 1161, 11/8/48 – N° 1270, 18/8/48 – N° 1287, 25/8/48 – N° 1302.

8 MAE, Archives de Colmar, Carton 69, Note de Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, conseiller politique du général Koenig, commandant en chef français en Allemagne, Berlin, 30/3/48 – N° 161.

ville fait partie de la zone d'influence soviétique. C'est pourquoi il condamne leur héroïsme présomptueux, la »fanfaronnade« du général américain Clay et »la mise en scène« du pont aérien⁹. Von Cube refuse par conséquent de faire »la guerre pour Berlin«¹⁰, qui compromettrait la reconstruction politique et économique de l'Europe occidentale¹¹. Cette prise de position lui vaut les félicitations de l'Est¹² et les critiques de l'Ouest¹³. Walter von Cube semble pourtant dire tout haut ce que certains pensent tout bas. Des personnalités influentes de Bizone partagent ainsi ses opinions, même si elles se gardent bien de s'exprimer en public.

Le ministre-président de Bavière, Hans Ehard (CSU), ne cache pas son hostilité envers Berlin, comme le rapporte le diplomate français Jean Laloy après un entretien avec l'homme politique allemand. »Interrogé sur le problème de Berlin, M. Ehard a marqué, non sans réserve, son regret de constater l'importance prise par cette question. Quant à lui, il aurait préféré que les Alliés évacuent l'ancienne capitale au moment où la chose était encore possible«¹⁴. Konrad Adenauer, président à la fois de la CDU de zone anglaise et du Conseil parlementaire, se trouve dans les mêmes dispositions que Hans Ehard. Déjà en mai 1947, il considère que, »les Alliés partis, Berlin retombera dans le néant où les bombardements l'avaient précipité; personne n'en parlera plus«¹⁵. Dix-huit mois plus tard, il estime toujours que l'Allemagne doit se libérer »des influences de l'Est qui lui ont été néfastes« et, au contraire, s'ancrer »solidement à l'Ouest«, afin de faire prévaloir ses »éléments occidentaux et catholiques«. Les »vifs sentiments« qu'il éprouve pour »la cause occidentale l'amènent naturellement à se déclarer résolument anti-berlinois. Il ne faut plus – affirme-t-il – que Berlin redevienne jamais la capitale de l'Allemagne«¹⁶. A l'exception de Karl Arnold, ministre-président CDU de Rhénanie du Nord-Westphalie qui, »fédéraliste, mais partisan de l'unité allemande, catholique, mais profondément attaché à toutes les provinces de l'Allemagne et notamment à celles de l'Est (...), se rapproche des socialistes dont il partage les tendances sociales«¹⁷, ces idées sont largement répandues dans les cercles politiques chrétiens. Ceux-ci préconisent un rééquilibrage global de l'ensemble allemand en faveur des régions occidentales. Ehard et Adenauer sont d'ailleurs »les deux principaux champions des thèses fédéralistes«.

Mais cette unanimité dissimule »une rivalité très nette entre les Rhénans et les Bavarois« qui tentent les uns et les autres d'accroître leur poids au sein du futur Etat. La question est de savoir si l'Allemagne sera axée sur le Rhin ou sur le Danube. Il apparaît très vite que la Rhénanie prend le dessus, en raison de son potentiel industriel et de sa densité démographique élevés, et partant de son importance et de

9 Jérôme VAILLANT, *Der Ruf – Un journal allemand face à l'après-guerre (1945–1949)*, thèse Nanterre 1973, pp. 303–305.

10 *Der Ruf*, N° 13/III, 1/7/48.

11 *Ibid.*, N° 16/III, 15/8/48.

12 *Berliner Zeitung*, 10/8/48.

13 *Der Kurier*, 26/7/48.

14 MAE, Série Y Internationale, Volume 315, Note de Jean Laloy, 4/11/48.

15 MAE, Série Y Internationale, Volume 312, Note de Pierre Arnal, consul de France à Düsseldorf, 10/9/48 – N° 180.

16 MAE, Série Y Internationale, Volume 312, Note de François Seydoux, conseiller politique adjoint du général Koenig, Bonn, 2/11/48.

17 MAE, Série Y Internationale, Volume 312, Note de Pierre Arnal, Düsseldorf, 10/9/48 – N° 180.

son influence politiques. Adenauer estime que cette région doit structurer l'Allemagne et représenter «le pilier germanique sur lequel s'appuierait l'entente avec la France»¹⁸. Il veut mettre en œuvre une nouvelle politique de *Westorientierung* visant à amarrer solidement l'Allemagne «avec les peuples et les pays ayant essentiellement les mêmes opinions que nous sur l'Etat, la personne humaine, la liberté et la propriété»¹⁹. Pendant toutes les années d'occupation, il poursuit cette tâche sans relâche. La guerre froide réalise ses plans, surtout à partir du printemps 1948 quand les Alliés engagent le processus de création d'un Etat ouest-allemand. Mais le blocus de Berlin risque de tout remettre en cause. Cette crise le gêne, d'autant qu'elle peut retarder ou empêcher sa conquête du pouvoir, dans la mesure où elle favorise objectivement «la carrière politique d'un homme comme Jacob Kaiser (CDU), qu'il semble redouter et qu'il traite de *militariste*»²⁰. Surtout, le blocus permet au SPD d'acquérir une grande popularité qui peut s'avérer décisive lors de prochaines élections générales. En outre, Berlin, fief socialiste, risque de donner au parti de Schumacher la majorité qui s'annonce très courte. Ces raisons fondent les «sentiments anti-berlinois» du *Vieux* et expliquent pourquoi il s'oppose avec une farouche détermination à ce que le Conseil parlementaire accorde à Berlin le statut de capitale ou de Land. Comme capitale, il porte son choix sur Bonn, petite localité sur les bords du Rhin près de Cologne et de Rhöndorf où est située sa propre maison. Et il assure que «rien ne serait plus regrettable que de faire des secteurs occidentaux de l'ancienne capitale un douzième Land. Sur ce point particulier, son opposition est formelle»²¹. Sur ces deux sujets très controversés, il affronte les sociaux-démocrates qui se considèrent comme les représentants attitrés de Berlin.

Dès le début du blocus, le SPD prend la direction du mouvement de résistance antisoviétique, non seulement à Berlin mais aussi à l'Ouest. Son comité directeur réuni à Hambourg décide dès le 30 juin d'organiser, en association avec les autres partis, une série de manifestations de solidarité avec Berlin²². La première a lieu deux jours plus tard à Hambourg, puis à Wiesbaden le 4 juillet, à Francfort le 6, à Cologne le 8, à Düsseldorf le 9, à Hanovre et à Essen le 11 juillet... Jusqu'à la fin de l'année, de telles manifestations se multiplient, en particulier dans les régions où prédomine l'influence socialiste. Ainsi, «la journée du 10 octobre est consacrée dans toute la Hesse à des manifestations publiques en l'honneur de Berlin (...), notamment à Francfort et à Wiesbaden» où est adoptée une résolution enjoignant aux Berlinois de tenir bon, «afin que le monde apprenne que nous, Allemands, nous avons le droit d'être considérés par les autres peuples démocratiques comme jouissant de droits égaux dans la communauté des nations»²³. Le mois suivant, la mairie de Brême, dirigée par le social-démocrate Wilhelm Kaisen, monte une exposition itinérante intitulée *Das ist Berlin*²⁴. Ce genre d'actions se rencontre presque partout, en Basse-Saxe ou en Rhénanie du Nord-Westphalie.

18 François SEYDOUX, *Mémoires d'Outre-Rhin*, Paris 1975, pp. 125-126.

19 Konrad ADENAUER, *Mémoires*, tome 1: 1945-1953, Paris 1965, pp. 38-39.

20 MAE, Série Y Internationale, Volume 315, Note de François Seydoux - 3/11/48.

21 Ibid.

22 *Der Sozialdemokrat*, 1/7/48 - N° 151.

23 MAE, Série Y 55, Volume 174-1b, Note de Jean Laloy, Francfort, 11/10/48 - N° 229.

24 *Der Tagesspiegel*, 21/11/48.

Mais toutes ces initiatives ne fournissent qu'une aide assez modeste qui est en définitive proportionnelle à l'intérêt que les Allemands de l'Ouest portent au sort de Berlin. Les institutions bizonales pallient ces carences. Au total, l'aide fournie par les zones occidentales soulage certes la population berlinoise, mais elle ne constitue qu'un appoint au pont aérien. Par exemple, les Etats-Unis dépensent pendant le blocus 200 millions de dollars pour Berlin, presque autant que depuis la fin des hostilités²⁵.

Néanmoins, sur le plan politique, cette aide avantage sans nul doute le SPD qui monopolise le thème de Berlin, même si celui-ci ne mobilise pas tellement l'Ouest. Cette formation cherche par ce moyen à se forger l'image d'un parti défenseur des intérêts nationaux et garant de l'unité du pays. Cette prétention à vouloir incarner l'Allemagne est accentuée par le fait que maints sociaux-démocrates sont originaires de l'Est, comme Schumacher né à Danzig. Mais si tous les membres du parti poursuivent les mêmes buts définis en juin 1947 au congrès de Nuremberg, ils s'opposent sur les moyens de les atteindre. Ces divergences d'opinions recourent aussi des rivalités de personnes que la crise berlinoise révèle et exacerbe.

»Amaigri et rongé par la maladie, secoué par les ardeurs d'un tempérament de feu, brûlant d'une fièvre nationale intense«²⁶, Kurt Schumacher préside depuis 1946 aux destinées du SPD dont il veut faire un »parti de combat« capable de parvenir au pouvoir. Au printemps 1948, il tombe gravement malade; ses blessures de camp de concentration se réveillent; pendant près d'un an, il est cloué sur son lit d'hôpital à Hanovre. Après avoir perdu le bras droit en 1914, il est amputé de la jambe gauche le 25 septembre 1948, ce qui le contraint à cesser toute activité²⁷. Il ne peut pas assister au congrès du parti, qui se tient à Düsseldorf quelques jours plus tôt, du 11 au 14 septembre. C'est le vice-président du parti, Erich Ollenhauer, qui lit son discours, en partie consacré à »la vaillance des Berlinoises«. Schumacher écrit notamment: »L'intérêt du monde comme de l'opinion publique en Allemagne se fixe sur le combat de Berlin« où »se concentre ce qu'il y a de vivant comme force idéaliste dans la social-démocratie allemande et ce qui existe comme désirs et espoirs dans la population allemande de la zone soviétique d'occupation (...) Quand on compare Berlin avec maints autres pays en dehors de l'Allemagne on sait alors que les forces de défense allemandes n'ont à craindre une quelconque comparaison«²⁸.

Le congrès de Düsseldorf s'achève par la réélection triomphale de Schumacher à la tête du parti. Le nouveau comité directeur comprend treize membres dont trois berlinois, Louise Schroeder, Franz Neumann et Ernst Reuter. Ce dernier est la véritable vedette du congrès, d'autant qu'il est »sans aucun doute la personnalité la plus forte et la plus riche que la social-démocratie compte alors à côté de Schumacher«²⁹.

25 Eleanor Lansing DULLES, *Berlin und die Amerikaner*, Cologne 1967, pp. 56 et 60.

26 François SEYDOUX (voir n. 18) p. 124.

27 Carlo SCHMID, *Erinnerungen*, Munich 1979, p. 352.

28 Joseph ROVAN, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris 1978, pp. 257-258.

29 Ibid. p. 244.

A l'occasion du blocus de Berlin, Reuter acquiert une grande popularité auprès des Allemands. Lui-même est persuadé d'incarner la fermeté envers l'URSS et de défendre mieux que quiconque l'unité allemande à partir de Berlin. Schumacher ne l'entend pas ainsi; il minimise l'action de Reuter qu'il affuble du titre de « préfet de Berlin ». Mais la rivalité entre les deux hommes revêt aussi des aspects politiques.

Selon Reuter, « Berlin a besoin d'une stabilisation politique en Allemagne de l'Ouest, pour pouvoir appuyer sa résistance sur des structures solides. Le succès de cette résistance et l'attrait de l'Allemagne de l'Ouest libre et solide finiront, pense-t-il, par créer à l'Est des situations et des rapports de force favorables à la réunification (...) Il pense en outre qu'en menant ce combat pour Berlin-Ouest comme allié des puissances d'occupation qui ne peuvent se maintenir dans les secteurs occidentaux de la ville que pour autant que la population est prête à résister aux offensives soviétiques, il accélérerait la remise de la souveraineté complète à l'Allemagne occidentale ». Sa politique consiste donc « à pousser aussi loin que possible l'intégration de Berlin-Ouest dans l'Etat de l'Allemagne occidentale en train de naître, dans l'espoir que Berlin-Ouest serait une base offensive contre la stabilisation de la domination communiste à l'Est »³⁰. Au contraire, Schumacher défend dès le départ une conception unitaire de l'Allemagne et il refuse catégoriquement de composer avec les Alliés. Pendant toute la seconde moitié de 1948, Reuter tente de faire prévaloir ses vues, moins d'ailleurs au sein de son propre parti qu'auprès des Occidentaux et des Allemands. En vue de resserrer les liens entre sa ville et l'Ouest, il ne cesse de réclamer l'introduction du Deutsche Mark comme monnaie unique à Berlin-Ouest. Surtout, il cherche à faire de l'ancienne capitale un Land à part entière de la future R.F.A. Au cours de l'été, il œuvre dans ce sens auprès des ministres-présidents auprès desquels il joue un rôle déterminant.

Ernst Reuter participe, « en qualité d'hôte », aux réunions que les ministres-présidents des trois zones occidentales tiennent à Francfort, à partir du 26 juillet. Il les incite à fonder rapidement un Etat ouest-allemand et à accorder à Berlin le statut de Land, afin que des délégués élus par la ville prennent part aux délibérations du prochain Conseil parlementaire³¹. Devant l'opposition des Occidentaux, notamment des Français, qui tiennent à maintenir la fiction juridique du quadripartisme, Berlin ne peut finalement désigner que des observateurs sans droit de vote au Conseil parlementaire.

Dans les mois suivants, Reuter tente toujours d'obtenir le rattachement de sa ville à l'Ouest. Il rappelle le 18 décembre à Adenauer que « l'Assemblée Municipale du Grand-Berlin a clairement exprimé son désir d'une participation de Berlin à l'organisation future de l'Allemagne »³². Il renouvelle publiquement cette demande le 2 janvier lors du V^e Congrès du SPD local: « Berlin, devenu le symbole de la renaissance morale du peuple allemand, adresse à l'Ouest la prière instante de se voir incorporer dans la République fédérale allemande »³³. A la fin du mois, il écrit aux gouverneurs

30 Ibid. pp. 244-245.

31 MAE, Série Y Internationale, Volume 311, Note de J. Tarbé de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 5/8/58 - N° 265-266.

32 ERNST REUTER (voir n. 4) p. 562.

33 Der Sozialdemokrat, 3/1/49.

occidentaux de la ville une lettre dans laquelle il leur propose de reconnaître Berlin comme Land. Si Washington y semble favorable, Paris y est par contre farouchement opposé.

Le Conseil parlementaire prend les devants en décidant le 8 février 1949 d'accorder à Berlin le statut de Land. La loi électorale qu'il adopte peu après prévoit que Berlin-Ouest élira dix députés³⁴. Malgré la quasi unanimité qu'elles recueillent, ces décisions révèlent des dissensions. Les partis chrétiens se résignent à les accepter mais refusent d'en endosser la responsabilité.

Les Bavarois notamment critiquent sévèrement l'orientation prise à Bonn. Au cours d'un «déjeuner intime», le ministre-président Ehard confie au conseiller politique français, Saint-Hardouin, que «la population bavaroise, quand elle dit qu'elle est contre Bonn, est, en réalité, surtout contre Berlin» dont «la présence a déjà tout faussé»³⁵. Quant au ministre d'Etat Anton Pfeiffer (CSU), il se déclare «fermement opposé à l'admission d'un représentant de Berlin au sein du futur Bund», précisant qu'«un seul Berlinoise dévorerait le Bund»³⁶. Des raisons politiques justifient les réticences des «chrétiens-démocrates qui craignent tant l'accroissement du nombre des sièges socialistes dans les Assemblées que l'influence grandissante de certains leaders berlinois comme M. Reuter». Mais il est vrai aussi que le Conseil parlementaire ne fait pas preuve d'un grand courage en la matière, dans la mesure où «la plupart des députés de Bonn s'attendent à voir les Commandants en Chef suspendre l'application des articles de la Constitution relatifs à l'intégration de Berlin»³⁷. C'est en effet ce qu'ils décident, acceptant seulement la désignation d'observateurs berlinois.

L'affaire du statut de Berlin rebondit en avril 1949 avec la conclusion des Accords de Washington qui sont bien accueillis par la population des zones occidentales. Le SPD berlinois regrette toutefois que l'ancienne capitale ne soit pas incluse «à titre de Land dans l'organisation initiale de la République fédérale allemande»³⁸. Cette disposition ne semble pas gêner les chrétiens-démocrates, minoritaires à Berlin où ils reprennent d'ailleurs «l'offensive contre les socialistes», auxquels ils reprochent «avec virulence» leur «gabegie», leur «favoritisme» et les «interventions intempestives» de Reuter qui retardent la formation d'un gouvernement ouest-allemand³⁹.

En vérité, un tel grief est injustifié en ce qui concerne les sociaux-démocrates berlinois, qui se trouvent isolés au sein de leur propre parti. Ceux-ci pensent en effet que «l'intransigeante doctrine de M. Schumacher (...) paraît susceptible de faire échouer l'organisation de l'Allemagne de l'Ouest»⁴⁰. C'est pourquoi ils s'abstiennent de voter la résolution présentée le 20 avril au congrès de Hanovre par Schumacher qui pose six conditions à la reprise des travaux constitutionnels du Conseil parlemen-

34 MAE, Série Y Internationale, Volume 321, Note de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 25/2/49 – N° 236.

35 MAE, Série Y Internationale, Volume 321, Note de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 18/2/49 – Très confidentiel.

36 MAE, Série Y Internationale, Volume 322, Note de Louis Keller, Munich, 3/3/49 – N° 32.

37 MAE, Série Y Internationale, Volume 321, Note de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 14/2/49 – N° 129-130.

38 Notes et Etudes Documentaires, N° 1119 – 27/4/49.

39 MAE, Série Y Internationale, Volume 323, Note de Saint-Hardouin, Berlin, 4/4/49 – N° 267-268.

40 MAE, Série Y Internationale, Volume 325, Note de Jean de Noblet, adjoint du commandant français de Berlin, 19/4/49 – N° 281-283.

taire. Cette résolution est adoptée par 63 voix contre 4 et 8 abstentions. » Parmi les délégués qui se sont abstenus, se trouvent presque tous les Berlinoises, notamment Reuter, Suhr et Neumann. Ces derniers avaient un trop grand désir, dans leur position antisoviétique, de voir le plus tôt possible se constituer une Allemagne occidentale pour approuver Schumacher lorsque son intransigeance risquait de compromettre les résultats de Bonn⁴¹. Par cette résolution, le SPD proteste contre la réduction des attributions financières du pouvoir fédéral que les Alliés cherchent à imposer. Alors que la CDU s'incline, le SPD résiste et obtient finalement gain de cause. Plus rien ne s'oppose dès lors à l'adoption de la Loi fondamentale, ce qui intervient le 8 mai 1949, quatre ans jour pour jour après la capitulation allemande; les délégués berlinois ne participent pas au vote. Le 12 mai, qui est aussi le jour de la levée du blocus, les trois commandants en chef approuvent à leur tour la *Grundgesetz* de R.F.A. tout en répétant que »Berlin ne peut pas envoyer de représentants au Parlement fédéral et ne peut pas être gouverné par l'Etat fédéral«⁴².

Toutes ces dispositions déçoivent profondément les Berlinoises qui espéraient que leur cité soit incluse dans la R.F.A. En outre, ils rappellent »la vocation de capitale de leur ville«⁴³. Or, depuis le 10 mai, Bonn est officiellement la capitale de la R.F.A. Par 33 voix contre 29, le Conseil parlementaire choisit la ville natale de Beethoven de préférence à celle de Goethe, c'est-à-dire Francfort. A l'été 1947, 60% des habitants de la zone d'occupation américaine pensent que Berlin sera la capitale, sinon ce sera Francfort pour 22% d'entre eux⁴⁴. La division de l'Allemagne inverse ces proportions. Une semaine avant la décision finale du Conseil parlementaire, 40% des Allemands de Trizone se prononcent en faveur de Francfort, 35% pour Berlin et 13,5% pour Bonn⁴⁵. Mais en définitive le choix de la petite localité rhénane satisfait la moitié de la population de zone américaine, mais celle-ci ne sait pas pour quelle raison Bonn a été préféré à Francfort⁴⁶.

Ce choix est en fait le résultat d'une manœuvre politique ourdie par Adenauer, ainsi que le fruit de la rivalité entre la CDU et le SPD. Au sein du parti social-démocrate, des tiraillements se font sentir à ce sujet. Les tenants de la tendance Schumacher ne veulent pas de Bonn, »Pensionopolis am Rhein«⁴⁷; ils optent pour Francfort qui constitue un fief du SPD. Au contraire, les socialistes berlinois, avec Reuter à leur tête, penchent en faveur de Bonn qui est une petite ville, ce qui renforce son caractère de capitale provisoire et préserve le rang de Berlin⁴⁸. Adenauer se sert »avec une grande habileté« de cet argument, qui se résume par l'assertion: »Voter pour Bonn revient à se prononcer pour Berlin, c'est-à-dire contre la scission de

41 MAE, Série Y Internationale, Volume 326, Note de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 3/5/49 – N° 499.

42 Günter HINDRICHS et Wolfgang HEIDELMEYER, Documents sur Berlin 1943–1963, Munich 1964, p. 112.

43 MAE, Série Z, Volume 43, Note de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 9/5/49 – N° 321–323.

44 OMGUS, Report N° 71 – »Berlin, symbol of a national State« – 17/10/47 – Sondage réalisé en août 1947 auprès de 3400 Allemands de zone américaine et des secteurs anglais et américain de Berlin.

45 MAE, Archives de Colmar, Carton 44, Sondage effectué en Trizone du 30/4 au 4/5/49 auprès de 1800 personnes.

46 OMGUS, Report N° 180 – 1/7/49 – »Bonn and Berlin German Capitals« – Sondage de mai 1949.

47 Carlo SCHMID (voir n. 27) p. 399.

48 MAE, Série Y Internationale, Volume 326, Note de François Seydoux, Berlin, 11/5/49 – N° 367.

l'Allemagne⁴⁹. Adenauer laisse entendre aussi que Bonn est situé sur une voie européenne, au cœur de l'Allemagne laborieuse, alors que Francfort risque d'être soumis à la pression des Alliés ou à celle de la rue⁵⁰. Mais le jour du vote, Francfort est toujours donné favori. Adenauer réussit *in extremis* à renverser la tendance en exploitant auprès de ses collègues une fausse nouvelle fondée sur une dépêche des agences DPD et DENA, affirmant que Schumacher a déclaré que le choix de Francfort représente une lourde défaite pour la CDU⁵¹. Le démenti arrive trop tard et le Conseil parlementaire choisit Bonn, même si «un grand nombre de députés qui ont voté en faveur de Bonn l'ont fait plus contre Francfort que pour Berlin»⁵².

*

Le blocus de Berlin ne parvient pas à empêcher la division de l'Allemagne comme l'espérait Staline. Il la conforte même plutôt. La R. F. A. s'ancre solidement à l'Ouest; la R. D. A. s'intègre durablement à l'Est. Mais ces conséquences ne sont pas perceptibles au début de la crise. Les Français pensent même que le blocus risque d'avoir de fâcheux effets en suscitant d'une part une recrudescence du nationalisme allemand, d'autre part, un renouveau du prestige de Berlin.

Or, pour les Français de l'époque, «Berlin attire naturellement l'Allemagne occidentale vers le monde slave, lui rappelle ses traditions belliqueuses et prussiennes, l'oblige enfin à se faire la championne de l'unité du pays»⁵³. La France redoute que le blocus ne favorise la reconstitution et la centralisation de l'Allemagne, alors qu'il s'inscrit au contraire dans un processus de division. Les observateurs français ne commettent pas cette seule erreur de jugement; ils se trompent aussi sur l'influence que les événements berlinois ont sur la vie politique des zones occidentales. Maurice Couve de Murville, directeur du principal département du Quai d'Orsay, juge par exemple qu'«une des conséquences les plus inquiétantes de la situation créée par les Russes à Berlin est l'accroissement de prestige dont bénéficie, aux yeux des Allemands, la population *résistante* de cette ville»⁵⁴. En vérité, les Français surestiment l'importance de Berlin et méconnaissent les mouvements centrifuges puissants qui se développent après guerre en Allemagne de l'Ouest, où le sentiment unitaire ne semble pas particulièrement vivace, notamment en Bavière et en Rhénanie. Il ne se crée par exemple aucune formation «unitariste».

Ce n'est d'ailleurs pas tant à l'Ouest qu'à l'Est qu'il faut rechercher cette tendance unitaire, et encore celle-ci revêt surtout les couleurs de la propagande. En effet, l'URSS et le SED orchestrent, surtout à partir de 1947, une vaste campagne sur le thème de l'unité allemande, lié à celui de la paix et à celui de l'amitié germano-russe que symbolise Rapallo. Cette campagne se concrétise en décembre 1947 par la création d'un *Volkskongress* chargé de préparer la réalisation de l'unité allemande.

49 MAE, Série Y Internationale, Volume 326, Note de Claude Cheysson, diplomate français attaché au Conseil parlementaire, Francfort, 24/5/49 – N° 233.

50 Carlo SCHMID (voir n. 27) p. 398.

51 MAE, Série Y Internationale, Volume 326, Note de Claude Cheysson, Francfort, 14/5/49 – N° 435.

52 MAE, Série Y Internationale, Volume 326, Note de Saint-Hardouin, Baden-Baden, 12/5/49 – N° 335.

53 MAE, Série Z, Volume 83, Note de Saint-Hardouin, Bonn, 21/10/48 – N° 743.

54 MAE, Série Y Internationale, Volume 311, Note de Maurice Couve de Murville, Paris, 6/8/48 – N° 1499–1500.

Mais ce Congrès du Peuple, comme les deux suivants de mars 1948 et de mai 1949, se solde par un échec. En mai 1949, les habitants de la zone soviétique doivent répondre à trois questions: »Etes-vous pour l'unité de l'Allemagne? Pour la formation d'un gouvernement central? Pour la conclusion d'une paix juste et l'évacuation des troupes alliées?« Les organisateurs de la consultation enregistrent sans nul doute une déconvenue puisque le tiers des inscrits répondent »non«.

A cette date, le problème de l'unité paraît à vrai dire moins préoccuper les Allemands que la situation économique et sociale. De part et d'autre de l'Elbe, cette question ne semble pas en fait à l'ordre du jour, ce qui permet de comprendre pourquoi la stratégie soviétique ne réussit pas et pourquoi la division de l'Allemagne ne suscite pas de troubles, tant à l'Est qu'à l'Ouest.